

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SG/Q2/USA/10

8 novembre 2000

(00-4721)

Comité des sauvegardes

Original: anglais

NOTIFICATION, AU TITRE DE L'ARTICLE 12:5 DE L'ACCORD SUR LES SAUVEGARDES, DES RÉSULTATS DU RÉEXAMEN DE MILIEU DE PÉRIODE D'APPLICATION VISÉ À L'ARTICLE 7:4

Réponses aux questions posées par les COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES¹
concernant la notification des ÉTATS-UNIS²

La Mission permanente des États-Unis a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 7 novembre 2000.

Question 1

Les États-Unis conviennent-ils que toute "extension" du champ des mesures de sauvegarde en vigueur appliquées au gluten de froment en vue de couvrir le prémélange n'est pas conforme aux dispositions de l'Accord de l'OMC sur les sauvegardes, étant donné que ce produit n'était pas inclus dans l'enquête initiale et qu'il n'y a donc aucun élément prouvant que les conditions énoncées aux articles 2 et 4 dudit accord sont remplies s'agissant des importations incluant ce produit? Dans la négative, sur quoi les États-Unis se fondent-ils pour affirmer qu'une telle extension du contingent serait conforme à l'Accord sur les sauvegardes?

Réponse

Les États-Unis n'ont pris aucune décision visant à inclure ou exclure ce prémélange du champ de la mesure de sauvegarde en vigueur et ne prévoient pas actuellement de prendre une telle décision. L'"extension" du champ" présumée par les Communautés européennes est donc trop hypothétique pour que cette question soit abordée pour le moment.

Question 2 a)

Les États-Unis confirment-ils que les expéditions en cours de route à la date de la publication du nouveau contingent seront admises en vertu des dispositions en vigueur, à savoir le régime contingentaire tel qu'il est notifié dans les documents G/SG/N/10/USA/2-G/SG/N/11/USA/2, G/SG/N/10/USA/2/Suppl.1-G/SG/N/11/USA/2/Suppl.1, comme le prescrit l'article XIII:3 b) du GATT de 1994? Dans la négative, prière d'expliquer en quoi les États-Unis se conforment à cette disposition.

¹ G/SG/Q2/USA/8.

² G/L/347-G/SG/N/13/USA/1.

Réponse

La modification de la mesure de sauvegarde conformément à la Proclamation présidentielle n° 7314 du 26 mai 2000 n'a porté que sur le contingent ouvert pour la troisième année contingente qui a débuté le 1^{er} juin 2000. Toutes les expéditions qui sont arrivées avant cette date relevaient du régime indiqué dans les notifications mentionnées dans la question. Le gluten de froment en provenance d'un pays dont le contingent pour la deuxième année contingente était utilisé pouvait être réexporté ou retenu en vue de l'ouverture du contingent pour la période suivante.

Les expéditions qui sont entrées le 1^{er} juin 2000 ou après cette date étaient visées par les modifications apportées à la mesure qui ont été mises en œuvre en vertu de la Proclamation n° 7314. Les États-Unis sont convaincus que ces modifications sont pleinement conformes à l'article XIII:3 b) du GATT de 1994 car il n'était pas possible d'imputer ces importations sur le volume d'importations autorisé au cours de la période en question ou au cours des périodes suivantes.

Question 2 b)

Les États-Unis peuvent-ils confirmer que, au cas où un produit en dépassement du contingent ouvert pour le premier trimestre serait présenté au cours de ce trimestre, les attributions du produit en dépassement pour le contingent du deuxième trimestre seront déterminées au cours du premier trimestre aux fins de mise en libre pratique au deuxième trimestre, ce qui permettrait aux négociants de planifier leurs opérations avec une certaine prévisibilité? Dans la négative, comment les États-Unis comptent-ils appliquer ce nouveau contingent sans provoquer une course aux contingents pour chaque trimestre, qui aurait pour effet de perturber au maximum le commerce, en particulier eu égard à l'obligation énoncée à l'article 5:1 de l'Accord de l'OMC sur les sauvegardes selon laquelle "un Membre n'appliquera des mesures de sauvegarde que dans la mesure nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave et faciliter l'ajustement"?

Réponse

En vertu des réglementations douanières américaines, toutes les marchandises importées présentées en vue de leur admission dans les 24 heures précédant l'ouverture d'un contingent sont traitées au moment où elles sont présentées et peuvent être admises au même titre dans la limite du contingent. Si le volume total des importations présentées est supérieur au volume du contingent disponible, chaque importateur reçoit une part du contingent ouvert correspondant à sa part dans le volume total des importations présentées. La même procédure s'applique pour l'admission des marchandises au cours de chacune des quatre périodes contingentes établies en vertu de la Proclamation n° 7314.

Dans ce système, la répartition du contingent au cours de chaque trimestre est indépendante de la répartition du contingent au cours des trimestres précédents. Toutefois, les répartitions précédentes du contingent donneront aux importateurs une indication du volume total de gluten de froment en provenance des Communautés européennes admis aux États-Unis à la date de la répartition. Ces renseignements devraient permettre aux importateurs d'estimer le montant du contingent qui leur sera attribué au cours des trimestres suivants et de planifier leurs opérations commerciales en conséquence.

L'hypothèse formulée dans la deuxième phrase de la question, à savoir que la répartition en quatre tranches du contingent attribué aux Communautés européennes "aurait pour effet de perturber au maximum le commerce", est erronée. La situation précédente dans laquelle la totalité du contingent attribué aux Communautés européennes pour la deuxième année contingente était utilisé dans les deux semaines suivant son ouverture a gravement faussé le commerce du gluten de froment,

comme le montre le rapport intérimaire de la Commission du commerce international des États-Unis concernant la mesure de sauvegarde appliquée au gluten de froment. *Wheat Gluten*, Inv. n° TA-204-2, Publication n° 3258 de la Commission du commerce international des États-Unis, pages II-6, II-9, V-21 (décembre 1999). En échelonnant l'admission des expéditions en provenance des Communautés européennes sur la totalité de la troisième année, la modification apportée à la mesure de sauvegarde vise à réduire l'effet de perturbation global sur le commerce.
